



Traditions, Cultures et féminisme : défendre les droits des femmes à l'ère de la contestation

par Paloma FELTRE¹

Décembre 2019. Un concours de beauté réunissant de nombreuses jeunes femmes sénégalaises est organisé à l'hôtel Ndangane. Rapidement, des photographies de l'évènement circulent sur les réseaux sociaux et provoquent la polémique. Le Comité de défense des valeurs morales (CDVM) s'empare du sujet, réclame la signature d'une pétition pour la fermeture de l'établissement et dénonce « la gravité extrême des faits de ce programme de pillage et de bafouement de notre patrimoine moral par ces expatriés européens ». Le communiqué conclut « nous avertissons les lobbies dont l'objectif est d'arriver à la banalisation du sexe et du péché au Sénégal (...) que le principal garant de la paix sociale est le respect de nos valeurs »².

Cette rhétorique catastrophiste mobilisant les terminologies religieuses est commune aux principaux mouvements anti-droits déployés au Sahel ainsi qu'en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Elle est le levier principal d'une stratégie de désinformation globale dénonçant un pillage moral opéré par les puissances occidentales. En instrumentalisant la défense des droits civilisationnels et culturels, cette galaxie transnationale et hétéroclite d'acteurs opère un questing³ : ils s'auto-positionnent comme détenteurs d'une vérité dissimulée, connue de quelques initiés menacés par un ennemi invisible. Dans ce cadre, l'avortement, l'accès à la contraception, la lutte contre les mariages forcés ou encore l'interdiction de l'excision deviennent des instruments d'ingérence occidentale, un Occident collectif ⁴qui « menace la famille, partout dans le monde »⁵. Il est particulièrement complexe d'analyser cette rhétorique

¹ Les propos énoncés dans les publications soutenues par l'Organisation internationale de la Francophonie ne sauraient en rien engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle de l'Organisation.

² Article du 9 janvier 2019 « Ndangane du nouveau dans l'affaire » publié sur Senedirect URL : <https://senegaldirect.com/ndangane-du-nouveau-dans-laffaire/>

³ Théorisé par Stéphanie Lamy dans le livre *Agora Toxica*, le *questing* est défini comme « l'attribution et l'investissement dans une mission ». Il s'agit de la production frénétique de thèses infondées visant à construire un univers alternatif alimenté ensuite par le moindre élément qui prouverait ce propos. À mesure que cet univers complotiste s'épaissit, ils entraînent plus de participants provoquant finalement une amplification de contenus faux.

⁴ La stratégie de l'ennemi commun a été mobilisée de manière plus ouverte par les Russes afin de justifier leur politique expansionniste vers l'ouest de l'Europe. Sous les effets de la propagande russe, cet élément de langage s'est répandu dans le monde entier pour désigner une minorité d'États spoliant les richesses du reste du monde.

⁵ Site d'information iFamNews

désinformationnelle en tant qu'elle s'écrit dans les interstices de faits historico-sociaux tout en les radicalisant, créant ainsi un univers alternatif robuste à la critique.

Cette contribution s'attachera à analyser les stratégies désinformationnelles de ces différents acteurs positionnés au niveau glocal⁶. La sémantique commune révèle de puissantes interactions entre diverses sociétés civiles qui participent aux mêmes forums, Sommets et conférences. Particulièrement attaché au particularisme culturel, ce mouvement a fait de la défense de la famille traditionnelle sa sève commune permettant de réunir conservateurs, antimodernistes, antieuropéens, critiques de l'impérialisme ou encore climatosceptiques, etc. L'ensemble de ces mouvements produit des sites internet d'actualités partageant des fausses informations, des recherches sans fondement académique ou encore des briefs de politiques publiques afin d'insuffler un langage transnational commun et renforcer leur poids dans les sphères médiatiques et décisionnelles.

Il s'agira alors d'analyser les causes et conséquences locales de ces désordres informationnels et de décrypter les interactions existantes entre ces acteurs afin de mieux les anticiper. Les initiatives associatives locales représentent alors des exemples de promotion des droits des femmes dans un contexte de fragmentation.

1. Désinformer dans les interstices de l'Histoire : la mobilisation du discours postcolonial, multipolaire et antioccidental contre les droits des femmes

Pour comprendre les causes des stratégies de désinformation genrée qui font des droits des femmes les fondements d'un arsenal idéologique occidental, il est nécessaire de considérer la toile de fond géopolitique sur lesquelles ces accusations se fondent.

La rhétorique multipolaire : des civilisations face au modèle démocratique libéral

La compréhension de la désinformation genrée sur les terrains analysés nécessite une analyse plus générale liée à la réactualisation de la confrontation entre l'Occident et les pays du sud. Les problèmes socio-économiques structurants n'ayant pas été résolus par les promesses de la mondialisation heureuse menée par les puissances traditionnelles, certaines élites se sont détournées du multilatéralisme classique au profit des positions russes et chinoises. Dans son discours au Club de Valdaï en 2023, Vladimir Poutine appelait ainsi à l'émergence d'un système basé sur une « synergie d'États-civilisation » ces derniers étant « enraciné[s] dans [leurs] culture[s], [leurs] traditions et imprégné (...) des valeurs de [leurs] peuple[s] ». Face aux assauts coloniaux et à la décadence morale de l'Occident, il serait nécessaire de créer une coalition luttant contre l'uniformisation du monde en réhabilitant les discours nationalistes.

Or, les discours russes irriguent les conceptions géopolitiques africaines du fait de l'intensité des liens entre les États africains, particulièrement sahéliens et la Russie. Seuls cinq pays africains étaient absents lors du dernier Sommet Russie-Afrique et la

⁶ Ces acteurs sont multipositionnés : ils appartiennent tout à la fois à des réseaux locaux, régionaux, continentaux et globaux.

déclaration finale signée par l'ensemble des partis « réaffirmait la nécessité de lutter contre le néocolonialisme, l'imposition de conditions et du doubles standards, de prévenir les situations où lesdites pratiques privent les États et les peuples du droit au choix souverain (...). Aussi bien que la nécessité de préserver l'identité nationale, les ressources nationales, la diversité culturelle et civilisationnelle et de protéger les valeurs traditionnelles »⁷.

Au-delà du Sommet Russie-Afrique qui se concentre sur les représentations étatiques, les sociétés civiles internationales sont également réunies à l'occasion du *World Public Forum, (WPF) Dialogue of civilizations*. Ce forum, créé en 2002 à la suite de l'adoption de la Déclaration universelle sur la diversité culturelle par l'UNESCO est une véritable tribune. À l'origine, le *World Public Forum* s'inscrivait à un moment de prise en considération de la diversité culturelle du système mondial. L'entrepreneur indien Jagdish Kapur, l'américain Nicholas F. S. Papanicolaou ainsi que le russe Vladimir Yakunin y ont vu une fenêtre d'opportunité pour le portage politique de leurs conceptions géopolitiques.

Ainsi, dans son document stratégique fondateur⁸, le WPF est décrit par le chercheur Fred Dallmayr comme la réunion « d'une société civile globale » saisie d'enjeux divers et particulièrement « les enjeux culturels et religieux, privés et familiaux ainsi que l'éducation des nouvelles générations ». Les éléments de langage poutiniens et mis en avant au sein du WPF sont les mêmes, Vladimir Yakunin étant un ancien proche collaborateur du Président russe. Les organisateurs dénoncent ainsi le « chaos » provoqué par les « oligarchies coloniales » qui auraient orchestrées « la fissure globale des ordres éthiques et moraux ». Il s'agirait d'une entreprise délibérée et agressive de « forcer les groupes ethniques, religieux et culturels ainsi que les nations à s'aligner sur le paradigme consumériste et adopter les mêmes référents culturels. ». Pour ce faire, ces puissances traditionnelles s'attacheraient fermement à la « préservation du statu quo, le maintien de leurs positions dominantes dans un système unipolaires malgré les pénuries et la pauvreté que cela engendre »⁹.

Face à cette entreprise, « les nations du monde entier ont commencé à développer de nouvelles relations afin de préserver leurs identités nationales ainsi que leurs intérêts économiques et sécuritaires ». Cette conception géopolitique a des implications majeures pour la lutte globale pour les droits des femmes. En effet, de telles initiatives ont contribué à renforcer les positions relativistes des pays opposés aux droits fondamentaux des femmes. Le « Consensus de Genève sur la promotion de la santé des femmes et le renforcement de la famille » signé par 34 pays en 2020 déclare ainsi qu'« il y a pas de droit international à l'avortement, ni d'obligation des États de financer ou de faciliter l'avortement ». Refuser le droit international à l'avortement tel que reconnu dans le Programme d'action de Beijing serait aligné avec le respect de la souveraineté des États et le droit au choix civilisationnel.

La rhétorique coloniale : désinformer dans les interstices de l'Histoire

⁷ [Déclaration du Deuxième sommet Russie – Afrique \(summitafrica.ru\)](https://summitafrica.ru)

⁸ Anthology dispo dans le dossier partagé

⁹ Who are We Fred Dallmayr, Anthology World Public Forum, 2021

Dans ce contexte, les discours souverainistes et insistant sur l'intégrité territoriale trouvent une audience importante dans les sociétés du Sud et leurs pans conservateurs. Le Consensus de Genève a ainsi été signé par le Cameroun, le Burkina Faso, le Sénégal ou encore la Zambie. L'absence de reconnaissance du droit international tel que conçu dans les instances multilatérales constitue un rejet idéologique de ces pays face à des normes qui seraient imposées par les puissances traditionnelles. En effet, les déceptions économiques, financières ou encore sécuritaires ont provoqué une désaffection de ces pays à l'encontre du système démocratique-libéral. Ces derniers entretiennent un ressentiment du fait de leur position marginalisée au sein du système international. Les inégalités constitutives (passé colonial), structurantes (position subalterne dans les instances de gouvernance multilatérales) et fonctionnelles (expulsion/non-inclusion dans ces instances) ont motivé le soutien d'un ordre multipolaire. Ils critiquent ouvertement le néo-impérialiste, tel qu'il a pu être ouvertement théorisé par des diplomates anglais tels que Robert Cooper dans *The New Liberal Imperialism* qui affirmait « Il nous faut aujourd'hui une nouvelle forme d'impérialisme, acceptable du point de vue des droits humains et des valeurs cosmopolites »¹⁰. Face à cela, la diffusion massive des travaux postcoloniaux et notamment l'œuvre d'Edward Saïd a mis en lumière les schémas cognitifs coloniaux qui seraient ancrés dans la « conscience géopolitique » des Occidentaux. Ainsi, l'enracinement historique des asymétries de l'ordre international, consécutives au fait colonial sont devenus un argument pour la création de nouvelles coalitions.

Dans ce contexte de fragmentation, les discours nationalistes mobilisant des rhétoriques anti-droits permettent d'obtenir une rente politique et de rentrer dans un nouvel entre-soi : les sociétés conservatrices religieuses. L'Occident apparaît ainsi comme un anti-modèle à combattre afin de préserver l'identité culturelle perçue comme une richesse immuable. À l'occasion d'un entretien, une jeune femme sénégalaise déclarait ainsi « Nous n'avons rien hérité de plus que notre morale »¹¹.

Francis Wurtz, ancien député européen de 1979 à 2009 a assisté à ce basculement. Président de la Commission ACP (Afrique Caraïbes, Pacifique) interne au Parlement européen. Participant à la politique de coopération économique et de développement, F. Wurtz a perçu un basculement à la chute de l'URSS, là où les promesses occidentales d'intégration se sont faites les plus fortes. Or, n'ayant pas été honorées, le ton des relations diplomatiques s'est tendu. En ce sens, « Les représentants de l'ACP étaient sceptiques face aux discours universalistes. Ils me disaient, vous avez adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme en 48, quand vos États la violait allègrement en pratiquant la domination coloniale »¹². Francis Wurtz l'affirme « Le fait de voir que les dirigeants occidentaux ne prennent pas la dimension du crime historique [la colonisation] subi est quelque chose d'insupportable et structure le rapport aux mondes de ces dirigeants ».

Ces représentations irriguent les sociétés civiles, se sentant menacées dans leurs existences par ce qui est perçu comme des assauts occidentaux. Ainsi, le Population Research Institute, think-tank américain fantoche mobilise la rente coloniale afin de poursuivre son agenda anti-droits en menant des offensives communicationnelles

¹⁰ Article disponible dans son intégralité sur The Guardian URL <https://www.theguardian.com/world/2002/apr/07/1>

¹¹ Entretien anonyme

¹² Entretien avec Francis Wurtz.

« des millions d'Africains sont menacés par l'Occident laïc d'imposer l'avortement afin d'imposer un contrôle de la population. L'Afrique subsaharienne est visée à deux motifs : il s'agit du seul continent doté d'une population en augmentation ainsi que d'une communauté chrétienne dynamique (...) Devant cette colonisation idéologique, une juste résistance permettra de lutter contre la Culture de la Mort »¹³. Très vite, cette position sera reprise dans un article et sur les réseaux sociaux de l'organisation CitizenGo Africa titré « La guerre de la Suède contre l'Afrique : comprendre l'agenda pro-mort de la Suède sur les bébés Africains ». De même, l'ONG Real women of Canada a dénoncé dans un communiqué de presse l'utilisation de la conditionnalité dans le cadre de l'aide au développement canadienne, affirmant que « Le Gouvernement Trudeau et les actions arrogantes de Justin Trudeau sont de l'impérialisme culturel et racial, de la même manière que le faisait les anciens maîtres coloniaux ».

La rhétorique relativiste : les droits humains et les droits des femmes vidés de leur substance

Le dernier levier participant à la construction de l'univers alternatif anti-droit et justifiant le *questing* est la mise en avant des théories relativistes. S'il est possible de réunir une coalition globale contre les droits des femmes, partageant les mêmes discours et relayant les mêmes informations, c'est que les droits des femmes apparaissent comme des outils vidés de leurs substances. Dans une acception maximaliste, les droits des femmes sont perçus comme arsenal d'ingérence occidentale, dans l'acceptation minimaliste ils témoignent de constructions idéologiques opposés aux cultures nationales.

Engagée dans divers pays du Sahel depuis quinze ans et spécialisée dans la défense des droits des femmes, Ornella M. déplore une réduction des enjeux féministes par la rhétorique postcoloniale « Se dire féministe c'est s'exposer aux critiques, ce serait trahir sa culture. Rien que ce terme, *féminisme* est remis en question puisqu'il n'y a pas d'équivalent dans notre langue locale. Le mot lui-même vient de l'extérieur et contribue à dire que ce n'est pas Africain, que ce n'est pas notre culture, que c'est une idéologie de l'extérieur qui n'a pas vocation à nous servir ».

Dans un premier temps, les droits humains sont perçus comme des armes géopolitiques : l'universalisme des valeurs et des droits défendus par les organisations internationales par l'occident ne serait qu'un relativisme culturel déguisé voire une nouvelle doctrine de domination « enveloppée dans une rhétorique démocratique cosmopolite » (Badie 2021). Cette dénonciation se base sur l'histoire des interventions occidentales notamment les Américaines qui, au nom de la lutte contre le terrorisme et pour la démocratie, se sont engagés dans des conflits sanglants en violation du droit international. Les discours défendant les droits humains et leurs relais locaux (ONGs, groupes communautaires, etc.) se retrouvent directement frappés d'un soupçon d'ingérence.

Toutefois, afin de renforcer leur position dans les sphères médiatiques et décisionnelles, les mouvements conservateurs ont adapté leurs stratégies désinformationnelles. Afin d'être audibles, ils ont accaparé le vocabulaire des droits et

¹³ Site internet du Population Research Institute URL : <https://www.pop.org/>

ont présenté le « droit à la vie », le « droit aux respects des valeurs traditionnelles » et se sont présentés comme les défenseurs de la famille. De plus, les « droits reproductifs » sont mobilisés mais dans une acceptation contraire afin de « contaminer » ces terminologies et entretenir un flou autour de leur signification réelle. Ce renversement sémantique est à l'origine de l'expansion et de la coordination des campagnes désinformationnelles à l'égard des femmes dans différentes régions du monde. En « défini[ssant] [les] enjeux en termes de droits », les agents maintiennent leurs fondements doctrinaux mais usent du langage accepté afin de renforcer son influence. En effet, en cessant de se présenter comme étant « antis », ces mouvements se présentent comme « les victimes de la révolution culturelle »¹⁴. En ce sens, ces défenseurs de la foi seraient dominés, à l'échelle globale, par des révolutionnaires culturels intolérants. Les « féministes radicales »¹⁵ apparaissent ainsi comme les nouveaux visages de l'oppression : « Moi ce que je vois, c'est un retour en force de la moralité. Ces labels pro-familles, pro-vies, ils nous enferment, ils font de nous des « anti-familles » et nous mettent du côté du mal. Il faut sortir de ces terminologies manichéennes, ce sont elles qui fondent les manipulations de l'information » (Ornella M.)

2. Le réseau global anti-droits des femmes : ressources, stratégies et langage commun

L'instrumentalisation des rhétoriques multipolaires, postcoloniales et relativistes ont permis à une galaxie hétéroclite d'acteurs de se retrouver sur un fond idéologique commun. Cette dimension est fondamentale en tant qu'elle permet de réunir des acteurs implantés localement mais s'exprimant dans les mêmes termes. Ces derniers ne se sont pas imposés de manière organique, mais sont le fruit d'un travail désinformationnel stratégique opéré par les principaux mouvements anti-droits. Ce fond idéologique permet ainsi le partage de ressources entre ces acteurs pour bloquer les évolutions des politiques publiques ou du cadre législatif en faveur de la reconnaissance des droits des femmes. En harmonisant leurs discours et en faisant transiter de nombreux moyens financiers, ces acteurs renforcent leur crédibilité dans leurs espaces locaux et contribuent à justifier les violences faites aux femmes ou le déni de leurs droits fondamentaux.

Correspondances entre les niveaux locaux et globaux : architecture et relations entre les unités de la nébuleuse désinformationnelle

Créé en 2013, le blog Agenda Europe a entretenu le flou sur son origine ainsi que les objectifs poursuivis. Ce qui ressortait toutefois de ses publications était la critique acérée des politiques européennes en matière de droits sexuels et reproductifs. En 2018, la plateforme publie le manifeste intitulé *Restaurer l'ordre naturel*. Véritable boussole stratégique, le manifeste affirme « la première priorité politique c'est de définir la famille comme un couple marié et leur progéniture » face au risque d'abolition des structures familiales en raison de l'extension des droits reproductifs et sexuels. En ce sens, la contraception « porte atteinte à la dignité de l'acte sexuel et donc à celle du mariage ». Sans citer de source académique ou scientifique, le manifeste répand

¹⁴ *Disrupting multilateral order*, rapport de 2021

¹⁵ *Ibid*

l'information selon laquelle les pratiques contraceptives augmentent les relations extra-conjugales, donc le nombre de grossesses non désirées et donc l'avortement.

Cette sémantique de l'immoral contre le moral, de la lutte contre le mal ou encore du naturel contre la révolution culturelle irrigue les praticiens du *questing* à l'échelle globale et témoigne de leurs contacts fréquents.

Ainsi, il en va de même pour CitizenGo, une plateforme globale qui affirme « promouvoir la vie, la santé et la liberté ». Ici, on retrouve la stratégie consistant à s'exprimer en termes de droits afin de se positionner du côté de la morale. La plateforme possède différentes antennes régionales dont CitizenGo Africa qui entretient des relations avec la maison mère. En témoigne le partage d'une pétition appelant à soutenir Caroline Farrow, journaliste au *Premier Christianity Magazine* qui publie des articles dénonçant « l'idéologie de genre » et l'effort sociétal consistant à « effacer le sexe ». Caroline Farrow est également directrice de Citizen GO Irlande. Cet écosystème informationnel permet ainsi le partage de l'audience, élément fondamental pour la réussite de l'*astrosurfing*. Cette technique, consistant à agir en feignant la mobilisation populaire, permet à ces mouvements de s'auto-légitimer en feignant le soutien populaire pourtant minoritaire. Le réseau mobilise les campagnes digitales, le lobbying politique mais également les manifestations afin de lutter contre les droits reproductifs au Ghana et au Kenya.

Le réseau CitizenGo et en particulier CitizenGo Africa mobilise un arsenal de cyberharcèlement mobilisant une sémantique néocoloniale et le recours aux trolls à l'encontre des activistes féministes engagées sur le terrain. Nelly Munyasia, directrice du Reproductive Health Network au Kenya témoigne « Mon portrait est montré sur leurs réseaux sociaux comme celui d'un assassin, ils m'insultent, ils affirment que nous sommes une ONG financée par les Blancs et que l'on œuvre à la promotion de l'agenda Blanc en Afrique ». Au Sénégal, ce répertoire d'action est également mobilisé par le Comité de défense des valeurs morales à l'encontre de la chanteuse Déesse major. Après un dépôt de plainte, l'ouverture d'une pétition et une campagne de cyberharcèlement, le Comité s'est félicité de l'arrestation et la détention durant trois jours de l'artiste. Dans un communiqué, l'association remercie le Procureur de la République pour « veiller au respect des valeurs morales et religieuses qui sont l'essence et le fondement de la société sénégalaise » ainsi que la protection de « la jeunesse sénégalaise (...) menacée par une agression culturelle sans précédent. » Ils concluent « raison pour laquelle, hormis certains groupuscules toujours prompts à défendre le droit au libertinage et à la perversion de notre jeunesse, nous vous informons que la majorité de la population sénégalaise, très inquiète pour l'éducation de leurs enfants vous remercie ». Le Comité avait finalement retiré sa plainte, jugeant que l'objectif de cette campagne n'était pas la condamnation de l'artiste mais l'exposition médiatique permise par cette campagne.

Ces similarités stratégiques et sémantiques s'expliquent par la participation commune de ces mouvements au *World Congress of Families*, véritable évènement programmatique annuel servant à coordonner la coalition opposée aux droits des femmes et instrumentalisant la défense de la famille traditionnelle. Citizen Go a été fondé en 2013 par Ignacio Arsuaga, un avocat espagnol politiquement conservateur. Très vite, Arsuaga mobilise des ressources données par les oligarques russes A.

Kromov et V. Yakunin. Dans une interview accordée au vidéaste conservateur Steve Turley en 2019, A. Kromov déclare « La Russie devrait devenir la première défenseuse de la foi et des conservateurs partout dans le monde ». Alors que l'univers géopolitique se fragmente, les sociétés civiles conservatrices s'unissent derrière l'agenda conservateur et pro-famille sous couvert d'un droit aux respects des pratiques traditionnelles. Il n'est ainsi pas un hasard de retrouver V. Yakunin, co-fondateur du *Dialogue of civilizations* susmentionné au sein d'une organisation anti-droits telle que CitizenGO. En 2019, l'Américain Brian Brown, fondateur de Act Right National et président du *World Congress of Families* rejoint le projet Citizen Go et décide d'allouer 50 000\$ par an à l'organisation.

Le *World Congress of Families* (WCF) est une véritable réunion de l'ensemble des mouvements et invite de nombreuses organisations présentes sur tous les continents. Organisé par l'ONG International Family Organization (IOF) en charge du média IfamNews, il est une vitrine permettant de « construire le plus grand média pro-famille et pro-vie à l'échelle globale grâce à des publications en français, italien, espagnol, allemand, serbe ou encore russe ». De même, IOF est détentrice d'un organisme similaire aux activités d'un think tank produisant des fausses informations sur la décadence européenne ou encore la préservation de l'identité africaine. En 2014, IOF a proclamé la *World Family Declaration* en s'insérant puis détournant la Déclaration universelle des droits de l'enfant dont « le droit de se développer moralement, psychiquement, spirituellement et socialement de manière saine ». Ce document était central dans la stratégie communicationnelle de l'IOF, calquée sur celle d'Agenda Europe et irriguant Citizen GO à savoir le retournement du langage des mouvements en faveur des droits des femmes. La *World Family Declaration* est ainsi présentée comme « une charte universelle unissant l'ensemble des peuples pour la protection de la famille naturelle menacée comme jamais auparavant ». Dès les premiers mots, on permet l'empreinte et la participation des autorités du WCF au *Dialogue of Civilizations*. Ainsi, cette charte débute par « Nous, peuples de toutes les terres et cultures » reconnaissant l'article 16 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme selon laquelle « la famille est l'unité naturelle et fondamentale de la société et se doit d'être protégée par la société et les États ».

3. Instrumentaliser la famille et défendre la nature : une communauté d'intérêts transnationale justifiant le contrôle de la sexualité et du corps des femmes

L'instrumentalisation du modèle familial traditionnel est devenue une rente politique pour les États, les ONG anti-droits, les Églises ainsi que les acteurs étatiques non organisés (ANENO) qui s'imposent dans le débat public et participent aux événements de coordination locaux. Ce modèle familial justifie ainsi des narratifs sociaux genrés légitimant les violences faites aux femmes. En effet, le modèle familial traditionnel est l'espace de circulation entre le domestique, le social et le politique. En instrumentalisant ce modèle, les acteurs en font l'unique garant de la mémoire nationale et de l'identité culturelle, notamment africaine. En ce sens, il s'agit de « créer une fiction sociale à même de faire contrepoids à l'Histoire » (Latte Abdallah, 2006), notamment en Guadeloupe ou au Sahel où le modèle libéral-occidental est perçu comme une menace. La famille traditionnelle, soit un ensemble d'individus apparentés liés entre eux par alliance ou filiation et partageant un foyer (Bourdieu, 1993) est

perçue comme juste, bonne et donc naturelle. Or, elle est un fait social, une « idéologie politique désignant une configuration valorisée de relations sociales ». (Bourdieu, 1993). En effet, la famille est conçue comme réalité transcendante aux membres qui la composent. Dans cet univers, elle est transpersonnelle et porte une vision particulière du monde fondée sur la prééminence du collectif sur l'individu. Ainsi, dans les discours complotistes susmentionnés, la famille apparaît comme le lieu de la séparation, de l'intérieur sacré en opposition à l'extérieur. La famille *demeure* une unité imperméable aux bouleversements, perçus, du monde. Dans son article « A propos de la famille comme catégorie réalisée », Bourdieu analyse ainsi la sémantique de la maison qui doit *demeurer*, être un lieu d'unité permanente « indéfiniment transmissible ». La famille est alors descriptive et prescriptive, en ce sens qu'il existe des bonnes familles et des mauvaises dont la qualification dépend des normes héritées du sens commun.

Dans ce contexte, les femmes sont les principales dépositaires de la réputation et de l'honneur familial. Dans les sociétés conservatrices, elles sont en effet les garantes de l'espace domestique en opposition aux hommes qui maîtrisent les relations économiques et sociales. Pour les hommes, la position de domination au sein d'une famille jugée « conforme », particulièrement étendue et fortement intégrée permet d'assurer l'honneur et d'obtenir un capital social symbolique.

La désinformation genrée fondée sur l'instrumentalisation du modèle justifie les violences faites aux femmes et les pratiques traditionnelles néfastes. Tout d'abord, garante de la position sociale et de l'honneur des hommes de la maison, la vie des femmes est régulée par une pression à la conformité à ces normes collectives. Cela est particulièrement vrai dans le cadre du continuum des violences basées sur l'honneur dont le mariage forcé. Aminata D. fondatrice et directrice de l'association DJAMMA-DJIGUI (Mali, France) témoigne « Moi ma mère nous laissait de la liberté mais, il existait une règle ultime : se marier rapidement. Pour que la maman soit fière, pour que notre famille ait de la valeur au sein de la communauté il faut que l'ensemble des filles soient mariées. Si tu n'es pas mariée tu n'as pas de place dans la communauté et les gens parlent, construisent des rumeurs, t'accusent et t'insultent. » Le mariage est non seulement la consécration de la vie d'une jeune femme mais celle de sa famille entière afin de se perpétuer dans la communauté. En cas de déviance face à cette norme, les jeunes femmes peuvent être victimes de campagnes visant à salir leur honneur par la construction de fausses réputations entraînant des violences. En ce sens, Christine J, directrice de l'association Voix de Femmes (France), spécialisée dans l'accompagnement des victimes de mariage forcé l'affirme « Les filles sont accusées d'être lesbiennes, d'avoir déjà perdu leur virginité, de se livrer à des pratiques déviantes comme la consommation de drogues ou d'alcools voire d'être porteuse de mauvais sorts ». Cette désinformation du bouche-à-oreille se répand dans les communautés et jette l'opprobre sur les parents qui ne bénéficient plus des bénéfices réservés aux familles jugées conformes. C'est dans ces conditions que les violences intrafamiliales redoublent : pressions psychologiques, pratiques dolosives voire crimes d'honneur. Christine J. conclue en effet « Dans plusieurs cas, les jeunes suivies sont en danger de mort. La famille ne supporte pas de voir la communauté répandre ces informations sur leur fille. Si elle continue de résister, la seule manière de *laver l'honneur de la famille* devient la mort de la victime. ». Dans une autre mesure, ces désordres informationnels justifient l'éloignement de la victime afin de préserver

l'intégrité familiale. Cynthia F., originaire de la Guadeloupe témoigne en ce sens au sein d'un groupe de parole « Lorsque ma mère est tombée enceinte à 18 ans, tout le clan familial était implanté à Bouillante. La famille de mon père ayant déjà prévu un mariage avec une fille de *bonne famille*, ma mère était perçue comme une dépravée ayant fait un enfant hors mariage. L'ensemble de la ville parlait et continuait de dramatiser l'histoire en mentant ouvertement. Le simple fait pour mes grands-parents de se rendre à l'Église avec une fille enceinte hors mariage jetait la honte sur la famille entière. Après des mois passés à battre ma mère, mon grand-père a finalement décidé de l'envoyer en Métropole, sans argent, lorsque son ventre à commencer à être trop visible. »

De la même manière, la rhétorique traditionnaliste et le tribunal social oral fondé sur la construction de fausses rumeurs et le sentiment d'humiliation, justifient le maintien des femmes dans l'espace violent. En ce sens, Sokhna Fall, Sénégalaise et directrice de l'association Femmes Entraide et Autonomie l'affirme « Par tous ces faux discours, la femme est éduquée à la patience, à la résignation, à l'acceptation de tout ce qui peut arriver. Tous les problèmes et toutes les violences doivent être accueillis avec la même patience, le *munyal* dans les langues locales, qui justifie tout ». La perpétuation de cette norme et la peur du tribunal social oral provoque une mise sous silence des victimes. « Le problème de nos communautés », affirme Aminata D. « c'est que lorsque la femme ou la fille refuse la violence, lorsqu'elle veut divorcer, 10 000 personnes se succèdent chez elle en lui disant d'être patiente, de supporter, de penser aux enfants lorsqu'elle est mère, ou à ses parents lorsqu'elle est fille. On peut lui dire que sa famille va tout perdre, qu'une grande tante va mourir si elle n'accepte pas... Même des personnes en dehors de la famille viennent parler, et les femmes sont obligées d'écouter car ce sont les chefs de villages. » Ce climat social fondé sur l'instrumentalisation des valeurs cardinales telles que l'honneur ou encore le respect de sa famille entraîne des conséquences dévastatrices. Ainsi, Aminata D. remarque que les principales victimes de mutilations génitales féminines (MGF) reçues par l'association ont entre 30 et 40 ans. Souvent, elles ne se rapprochent que tard des associations car elles ont honte de dénoncer la famille et de briser la *patience* à laquelle elles sont assignées. Mais, elles peuvent également ne pas savoir qu'elles ont été victimes de MGF en raison de l'absence d'enseignements relatifs à l'intégrité de leur corps. Aujourd'hui, le lobbying actif des acteurs de désinformation locaux luttant contre l'éducation sexuelle en milieu scolaire contribue à renforcer cette méconnaissance que les femmes ont de leur propre corps.

4. Sur le terrain : les associations locales face à la désinformation genrée

Les associations féminines locales sont particulièrement vulnérables aux campagnes de désinformation genrée. Elles sont à la fois les cibles de ces campagnes en tant qu'individus et organisations au service d'une idéologie perçue comme importée et dénaturant les valeurs traditionnelles. De ce fait, les discours développés par ces associations sont importants en tant qu'ils luttent contre l'univers alternatif créé et entretenu par les acteurs de désinformation et justifie la défense des droits des femmes dans tout environnement.

Tout d'abord, sémantiquement, les associations interviewées se présentent comme organisation de lutte contre les violences faites aux femmes, association de femmes

et non comme associations féministes. Le terme féministe, par son origine lexicale renvoie à un élément étranger et contribue à entretenir un sentiment d'éloignement et une défiance du public ciblé. De même, Ornella M. note l'impossibilité, pour les associations locales, de mobiliser la terminologie du genre « Les violences basées sur le genre ne sont pas incluses dans mon travail. Cette terminologie plus large et inclusive se retourne contre les luttes féministes notamment au Mali où les hommes répondent « Nous aussi les hommes on a des besoins donc parlons des droits des hommes. De même, les mouvements anti-droits affirment que dans le genre on inclue les questions de l'orientation sexuelle et c'est une question profondément problématique car ces enjeux sont manipulés comme preuves de la décadence occidentale. Historiquement, ces combats se mènent à la suite et pas de front. Ramasser les deux dans un contexte social ultraconservateur notamment au Mali au Burkina ou au Niger est délétère. ». Cette déclaration d'Ornella M. fait écho aux fausses conclusions tirées par le groupe Agenda Europe dans *Restaurer l'ordre naturel* ce dernier affirmant que « l'acceptation des relations homosexuelles, lesbiennes et finalement pédophiles semble une conséquence logique de l'acceptation de la contraception artificielle ». Cette rhétorique alarmiste et scientifiquement infondée permet, dans ce discours, de justifier le combat contre toute évolution de la législation en faveur des droits reproductifs.

Afin de lutter contre l'opposition Occident-Sud basée sur l'instrumentalisation des concepts de révolution culturelle et de nature, Ornella M. œuvre à montrer l'africanité des droits des femmes. En ce sens, elle revient à l'Histoire précoloniale africaine en citant notamment la Charte de Mandén, adoptée au XIII^{ème} siècle par le souverain Soudiata Keïta et qui pense la participation des femmes aux affaires politiques et publiques. De même, Ornella M. mobilise la culture populaire dont les Amazones de l'ancien Dahomey (actuel Bénin), célébrées par le film *Woman King* et qui pense la participation des femmes aux forces de défense et de sécurité. En ce sens, ces exemples permettent de montrer que le confinement des femmes aux tâches domestiques n'est pas substantiellement africain mais une construction héritée d'un arbitrage masculin. La domination des femmes est donc un choix, une rente politique. « L'idéologie socialiste de Modibo Keita à l'indépendance du Mali ou de Thomas Sankara au Burkina prévoyait l'inclusion des femmes » ajoute Ornella M. « donc, l'accès aux droits pour les femmes est un choix et non un respect des traditions. En publicisant ces exemples je montre que les droits des femmes ont toujours été traités de manière endogène et non externe. » Or, ces arguments ne fonctionnent qu'avec les acteurs disposant des références culturelles adéquates et pas avec l'ensemble du public.

Il est ainsi nécessaire de développer et de renforcer les discussions communautaires en parlant les langues vernaculaires et en s'adaptant aux contextes spécifiques et aux réalités immédiates des membres de la communauté. En ce sens, Ornella M. juge que la lutte contre les violences précède *l'empowerment* aveugle. « De nombreux projets peuvent éclore, notamment des projets de recherche afin de rechercher des termes pour la défense des droits des femmes dans les langues locales voire les inventer au fil de conversations et d'échanges avec les concernés » conclue Ornella M.

Les associations restent ainsi particulièrement ancrés au niveau local en proposant des leviers d'actions concrets aux femmes. Sokhna Fall, directrice de Femmes entraide et

autonomie l'affirme « Il faut parler en termes de droits, et ne pas essayer de conceptualiser le débat. Pour qu'elles ouvrent les yeux sur la réalité, on donne des exemples de mobilisations ou de personnes issues de la communauté, dans les mêmes villages ou clans pour montrer que cela est possible avec des femmes qui nous ressemblent. » L'association Djamma-Djigui partage ce même constat. Le nom de l'association lui-même (espoir en bambara) permettrait à « toutes les femmes de s'identifier à l'association. » La directrice ajoute « Il est nécessaire de prendre en compte l'aspect culturel pour chaque femme et ancrer l'aide dans le quotidien. Les actions de plaidoyer viennent après, pour être accepté dans la communauté il faut proposer du concret. ». En restant ancré sur le terrain local, les associations opposent des faits aux discours mobilisant la désinformation et peuvent ainsi les contrer en accueillant l'expérience singulière de chaque femme. Sokhna Fall appelle ainsi à l'action au niveau *glocal* soit la mise en réseau d'associations féminines fortement intégrées dans leurs territoires.

Finalement, l'instrumentalisation du modèle familial traditionnel, garant des valeurs ancestrales est un phénomène global. En mobilisant le ressentiment postcolonial, l'appel à un modèle de gouvernance multipolaire et le relativisme des droits humains, les mouvements anti-droits forment une nébuleuse transnationale qui désinforme dans les interstices de l'Histoire. Ce fond idéologique commun justifie rencontres, alignements stratégiques et partages de ressources financières afin de renforcer l'audience et les capacités des acteurs locaux à produire des informations fausses et les crédibiliser auprès des autorités nationales. Or, ces informations alternatives basées sur des recherches non-scientifiques justifient les narratifs sociaux genrés et les violences faites aux femmes. Insister sur le continuum des violences basées sur l'honneur permet de montrer les conséquences des discours valorisant le modèle familial traditionnel qui enferme les femmes dans leurs rôles de femmes, mères et travailleuses domestiques. Cette position peut ainsi justifier les violences maintenant les femmes dans ces rôles sociaux et entraîner une mise sous silences des victimes. Face à cela les associations *féminines* ancrent leur combat dans les nécessités locales afin de réaffirmer l'universalisme des droits des femmes.